

« LES FRANÇAIS NE VEULENT PAS COMPRENDRE QUE L'ÉPOQUE EXIGE D'EUX UN EFFORT GIGANTESQUE D'ADAPTATION... ILS NE SE CONDUISENT PAS EN ADULTES » ⁽¹⁾

Un « Persan » en ferait sans doute la remarque : les quinquennats se succèdent, placés sous le signe de l'incapacité et de l'absence de projet. Un « Persan » fort étonné qu'un grand pays comme le nôtre soit ainsi devenu impuissant à comprendre la marche du temps. Rétif aux réformes, comment pourrait-il susciter autre chose que l'indifférence à l'extérieur, et la sourde colère à l'intérieur de ses frontières ?

Il n'en a pas toujours été ainsi, mais la trace de ces bénéfiques ruptures commence à dater. 1936 ? On peut légitimement s'interroger sur les effets de la semaine de 40 heures – Alfred Sauvy la rend responsable de l'échec économique du Front populaire – mais le projet est fort, cimenté par un ensemble de réformes qui a modifié la condition des salariés, amorcé la réintégration de la classe ouvrière dans la nation, et laissé un grand souvenir dans l'imaginaire collectif. 1958 ? Débarrassé du contrôle parlementaire, affranchi des lenteurs de la délibération, le gouvernement a les mains libres pour briser les inerties administratives, contourner les résistances corporatives, et en imposer aux coalitions d'intérêts. C'est le contraire de l'impuissance politique, même si les réactions furent vives. La suite démontrera de façon éclatante la justesse des décisions prises : le plan Rueff ouvre la voie à l'expansion continue, et à la prospérité croissante qui reste une caractéristique des années soixante. 1981 ? En quelques mois, au prix d'une activité législative intense, et doublée par la pratique des ordonnances, un vaste programme de réformes est réalisé. On peut, à l'évidence, discuter du bien-fondé de certaines d'entre elles – on pense notamment aux nationalisations afin d'enclencher

un processus irréversible vers une économie socialisée – mais on reconnaîtra le souffle d'un projet véritable, d'une ampleur considérable. Sommes-nous emportés en 2016 par le souffle d'un projet comparable ? L'avons-nous été, en toute justice, depuis quelques décennies ? La réponse est non. Pour s'en tenir aux deux derniers quinquennats, la déception est grande : ils resteront pour l'histoire des « parenthèses hivernales » marquées par l'inaction et la réformette.

I. « RIEN N'EST POSSIBLE SANS LES HOMMES, RIEN N'EST DURABLE SANS LES INSTITUTIONS » ⁽²⁾

Pareil constat pourrait être fait pour l'Europe. Nous sommes dans une impasse, et nous devons en sortir au plus vite car, aujourd'hui, pour une majorité de citoyens de l'Union, le continent rime avec crise et repli sur soi. Saisies d'une angoisse identitaire aussi contagieuse qu'inédite, les nations, confrontées au défi migratoire s'abreuvent à la seule source du « terroir ». Et pourtant, l'unité d'action est requise, si nous voulons répondre aux nombreux défis du siècle, à commencer par les exodes migratoires et le terrorisme islamiste. Cette unité repose sur un couple, et sur sa capacité à créer un nouvel élan : le couple franco-allemand. C'est dire la responsabilité que nous avons, alors même que le monde gronde de menaces militaires, d'inquiétudes économiques, et de crispations sociales. La tâche est immense, mais elle n'est

⁽¹⁾ Charles de Gaulle 1966.

⁽²⁾ Jean Monnet.

pas impossible. Il faut, bien sûr, envisager la création d'une institution chargée de préparer une stratégie économique collective. À cet égard, la nécessité d'un ministre des finances de la zone euro, capable de veiller à la mise en œuvre d'une telle stratégie coopérative n'est plus à démontrer. De même, faut-il exiger une harmonisation fiscale, et la mise en cohérence de nos systèmes de protection sociale ? Mais il faut aller au-delà, accepter la Realpolitik, et sortir de l'innocence historique. Face à un monde souvent incrédule, parfois condescendant, l'Europe doit se doter d'une défense commune, et d'une politique étrangère qui ne soit pas incarnée par un personnage de second plan. Comment pourrions-nous peser davantage sans davantage d'intégration ? Sinon, il faudra nous contenter de la petite histoire, et du simple marché économique. C'est un choix que nous faisons nôtre, aujourd'hui, sans trop le dire ouvertement.

Peut-être faudrait-il se souvenir un peu de ces propos de Jean Monnet : « Rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions ». Si nous voulons éviter la perte d'influence et la mort lente, il faut que certains – une initiative franco-allemande ? – prennent en main avec courage et lucidité le destin d'une Europe qui, aujourd'hui, se montre incapable de faire le saut politique attendu par les pères fondateurs. France et Allemagne ne peuvent qu'y gagner : l'Europe, fondamentalement, ce sont des valeurs, un fol espoir qu'il faut transformer en espoir véritable. Au reste, les citoyens, plus ou moins confusément, certes, savent ce qu'ils doivent à l'Union. Comme le souligne avec raison Denis MacShane, ancien ministre des affaires européennes de Tony Blair : « Le rêve de l'Europe fédérale est mort, mais je ne crois pas que les citoyens de l'Union soient prêts à abandonner leur voyage en avions low cost et tous les avantages concrets qu'apporte l'UE ».

II. LES PRÉMICES D'UNE RÉVOLTE ?

Mais ce couple, pour y parvenir, doit faire preuve de volonté et de caractère, et s'appuyer sur un projet véritable. Un principe qui devrait guider ceux qui nous gouvernent. « Devrait », disons-nous, car Jacques Chirac avait-il un projet en 2002 ? Nicolas Sarkozy en avait-il un en 2007, et François Hollande, en dehors de quelques idées improvisées, en avait-il un en 2012 ? « En France, écrit Jacques Attali non sans raison, on se fait élire par effraction ». Dépouvu de projets, comment notre pays pourrait-il se réformer ? Le quinquennat actuel risque de s'achever comme le précédent : sur un rejet massif du Chef de l'État, lequel use avec talent autant de l'humour que de la litote, quand il évoque la belle embellie : « Nous avons bien redressé le pays depuis quatre ans ».

L'occasion de s'interroger sur quelques interrogations concernant l'état de santé du patient. Le gouvernement affirme : « ça va mieux ! ». Reconnaissons une assez belle embellie sur le plan de la croissance, et de meilleurs chiffres sur le plan du chômage. Qui pourrait s'en plaindre ? Faut-il cependant rappeler que nous sommes engagés dans une compétition industrielle forcenée ? Faut-il souligner les performances de nos principaux partenaires qui relativisent d'autant les nôtres ? Faut-il redire, au risque de lasser, les réformes engagées par ces derniers ? En fait, il reste beaucoup à faire pour stimuler la création d'emplois, et assainir les dépenses publiques. C'est le message que nous délivre le Fonds monétaire international, quand la Cour des comptes accuse le pouvoir de travestir les chiffres du budget ⁽³⁾. Bref, en l'absence de réformes structurelles, nous continuerons à pâtir d'une image dégradée, peu propice aux investissements. L'occasion de rappeler, alors que la tendance est dynamique en Europe avec un nombre record d'implantations étrangères sur le Vieux Continent, que nous sommes distancés par l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Et ce n'est pas le triste vaudeville de la réforme du Code du travail qui va faire progresser notre attractivité. Au demeurant, le Commissaire à l'économie, un certain Pierre Moscovici, nous adresse un solennel avertissement : « Le déficit devrait pouvoir reculer à condition que le gouvernement français mène une politique budgétaire sérieuse et qu'il poursuive les réformes. La France a impérativement besoin d'une réforme du marché du travail indispensable pour faire reculer le chômage ». Toute ressemblance ou similitude avec un personnage ayant exercé des responsabilités ministérielles en France ne saurait être que coïncidence fortuite... Nous savons tous, depuis la mi-mai, que le pouvoir, drapé dans sa dignité, main sur le cœur, avec les accents de Périclès, entend ne pas céder face à la contestation, en s'opposant à la radicalité d'une minorité. Des propos qui nous laissent muets, ou à peu près, car enfin, qu'y a-t-il encore à céder dans ce texte et quelle est donc cette infime minorité qui fait de la manipulation une matière première, un revenu, un produit fini ? Jamais nous n'aurons atteint, après tant d'atermoiements, pareille approximation. Jamais nous n'aurons vu une telle débauche d'énergie dépensée en pure perte afin de satisfaire quelques petits arrangements entre amis. Jean Tirole, le Prix Nobel d'économie nous le dit dans un style, certes laconique, mais qui a le mérite de la clarté : « La loi El Khomri ? Ça n'ira pas. Le chômage va continuer à augmenter ».

Le chef de l'État vient d'affirmer, qu'il fallait davantage écouter nos compatriotes. Écoutons-les ! Selon un sondage récent à la question : « Diriez-vous que ça va mieux pour les Français ? » 86 % répondent... « Non ». C'est ce qu'on appelle un plébiscite... Ou les prémices d'une révolte.

⁽³⁾ Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution du budget de l'État en 2015.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr